infOGM

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

France – La Coordination rurale se mobilise contre le soja OGM

Par Christophe NOISETTE

Publié le 15/01/2018, modifié le 09/03/2026



Le 21 novembre 2017, plusieurs centaines d'agriculteurs de la Coordination rurale ont mené une inspection dans deux ports bretons. L'action *#Balancetonport* visaient à dénoncer l'arrivée massive de soja transgénique en Europe, un soja modifié pour tolérer de forte pulvérisation de glyphosate... et la distorsion de concurrence entre le continent américain et européen.

Le 21 novembre 2017, entre 200 et 300 [1] agriculteurs, membres de la Coordination rurale [2], se sont rassemblés dans le port de commerce de Lorient pour dénoncer les importations de soja transgénique, génétiquement modifié pour tolérer des pulvérisations de Roundup. Ce soja, cultivé sur le continent américain, est importé en grande quantité par les pays européens. Après une

négociation infructueuse, les syndicalistes ont forcé les grillages de la zone de stockage du soja, se sont introduits dans un silo et ont fait des prélèvements. Ils se sont ensuite retrouvés, en début d'après-midi, dans le port de Montoir-en-Bretagne, à Saint-Nazaire en Loire-Atlantique. L'action a été diffusée sur tweeter avec le hastag *#balancetonport* !

Bernard Lannes, président national de la CR précise sur le site du syndicat : « *Nous sommes des agriculteurs responsables, nous ne sommes pas venus ici pour voler du soja ! Nous avons essayé de faire les choses dans les règles en expliquant nos motivations à la direction du port, mais sans résultat. Il était hors de question de repartir les mains dans les poches ! Nous voulons dénoncer ces importations massives qui ne respectent pas nos propres règles de production et qui nous font crever !* ».

La Coordination Rurale précisait dans son appel à manifester [3] que ce syndicat agricole « *se mobilise pour dénoncer les importations massives qui ruinent les agriculteurs européens et sont en totale contradiction avec les règles qui leur sont imposées. Exaspérés d'être régulièrement pointés du doigt et de ne pas pouvoir vivre de leur métier, les agriculteurs de la CR passent une nouvelle fois à l'action pour mettre les points sur les i* ». L'invitation continue : « *Cette action militante (…) sera l'occasion de dénoncer les méfaits de ces importations qui (…) entraînent une dépendance de la France en protéines, mais aussi de faire entendre les revendications du syndicat : plan protéines, droit de vendre directement des céréales aux éleveurs, traçabilité, étiquetage…* ».

Qui dit OGM, dit souvent Roundup. Une équation qui n'a pas échappé à la Coordination Rurale qui considère que le débat sur le glyphosate en Europe est faussé. En effet, souligne-t-elle, « *l'Europe ne s'intéresse à aucun moment aux importations de ces variétés OGM résistantes au glyphosate qui, contrairement à nos productions, ont reçu plusieurs épandages de Roundup en végétation ; méthode expliquant pourtant l'origine des résidus décelés sur des graines ingérées chez nous. Si le glyphosate pose problème, alors toutes ces importations OGM doivent être interdites !* ». Une demande de cohérence tout à fait intéressante, et que soulignent également à chacune de leurs actions les Faucheurs Volontaires et la Confédération paysanne.
Cependant, à la différence de ces deux organisations, la Coordination Rurale, elle, affirme que « *le fond du problème est que l'on veut interdire le glyphosate en France, alors qu'il ne peut présenter aucun risque pour les consommateurs de part son mode d'utilisation, alors que l'on permet sans limite l'importation de produits issus d'OGM qui eux potentiellement peuvent contenir des résidus de cette molécule. L'utilisation du glyphosate, depuis plus de quarante ans, n'a pas démontré de conséquences dangereuses pour la santé, mais est actuellement sans technique de remplacement pour les services qu'elle rend en matière de contrôle des végétaux indésirables, aussi bien en agriculture que pour les services de voirie* ».

La Coordination Rurale explique que « *l'utilisation du glyphosate en France ne se pratique que pour détruire toutes les plantes indésirables, après une récolte ou avant un semis. (…) Ainsi, les produits récoltés en France ne peuvent contenir du glyphosate, celui-ci ne diffusant pas par les racines. La preuve en est que les jeunes plantules qui lèvent quelques semaines après un désherbage au glyphosate ne sont nullement affectées.* A contrario*, le glyphosate est pulvérisé sur le feuillage [des plantes OGM], souvent plusieurs fois pendant le cycle végétatif (...). Ainsi, les plantes OGM résistantes ont reçu sur leur feuillage des quantités de glyphosate qui ont pénétré dans le système végétatif, ce qui explique que l'on puisse retrouver des traces de glyphosate dans les produits finis issus d'OGM* » [4].

Gilles Lartigue, directeur du site Kergroise stockage, a fait constater l'intrusion par huissier :"*Ils ont forcé une porte. Je ne sais pas encore si nous porterons plainte*".

Les États membres de l'Union européenne interdisent la culture des maïs transgéniques (à l'exception de l'Espagne et du Portugal) mais importent 32 millions de tonnes par an de soja

transgénique des États-Unis, d’Argentine et du Brésil, pour nourrir vaches, cochons et volailles.

---

[1] 300 selon la CR et 200 selon Ouest-France.

[2] http://www.coordinationrurale.fr/debrief-de-laction-balancetonport/

[3] http://www.coordinationrurale.fr/agriculture-la-cr-aux-manettes-de-laction-balancetonport/

[4] http://www.coordinationrurale.fr/le-glyphosate-et-les-ogm/

Adresse de cet article : https://infogm.org/france-la-coordination-rurale-se-mobilise-contre-le-soja-ogm/